

Bruxelles, capitale du monde ?

LOUIS MATHOUX

Souvenez-vous : c'était en 2007, à l'occasion de la sortie en Belgique du film *Le dossier B* réalisé par Benoît Peeters, François Schuiten et Wilbur Leguebe. Se basant sur un livre éponyme paru près de quarante ans plus tôt et devenu depuis lors introuvable, cette œuvre avait exhumé des tiroirs poussiéreux de notre histoire nationale le mythe d'une société secrète qui serait apparue au cours de la seconde moitié du XIX^e siècle sous le nom « Brüssel ». Cette secte pseudo-maçonnique aurait réuni des hommes politiques et des architectes influents de l'époque autour d'un objectif à priori délirant : déconstruire Bruxelles pour bâtir à sa place une cité utopique à vocation planétaire. Au-delà de l'historicité douteuse d'un tel projet — ainsi que de tous les fantasmes que suscite toute allusion au sulfureux thème du complot —, cette improbable légende ne pourrait-elle cependant servir de base à un questionnement sur le devenir éventuel de Bruxelles, à l'heure où la société humaine présente le double aspect de la mondialisation économique-financière, d'une part, et de la perte des repères politiques et idéologiques traditionnels, d'autre part ?

Si l'on postule par l'affirmative à une telle interrogation, la réflexion qui en découle s'articulera autour d'un axiome de base peu contestable : toute collectivité humaine organisée a besoin d'un centre décisionnel reconnu par tous ses membres et abritant l'autorité qui s'exerce sur chacun d'eux. Sur le plan géopolitique, ce principe se traduit par la notion de « capitale ». Chacun des États qui morcellent notre planète en possède normalement une, laquelle peut, le cas échéant, cumuler ce rôle à l'échelle nationale et transnationale. Ainsi en va-t-il de la cité du Meiboom, siège aujourd'hui des instances gouvernementales belges et européennes. Avant de pouvoir peut-être exercer un jour cette fonction de métropole à l'échelon mondial ?

Mais, objecteront certains, pourquoi la société humaine parvenue à son stade de développement actuel aurait-elle besoin d'une capitale ? Par ce mot, on entend généra-

lement le siège d'un pouvoir de type politique. Or nul ne contestera que notre époque se caractérise plus que toute autre par la subordination du politique à l'économique et au financier. Au niveau national en effet, le jeu démocratique se borne de nos jours à une mascarade de pure forme, les mandataires élus ne disposant plus d'aucune marge de manœuvre réelle face aux diktats des entités supranationales que constituent par nature les gigantesques consortiums bancaires ou commerciaux.

Dès lors, s'il y a urgence à rétablir la primauté du pouvoir politique sur les puissances du profit, cela ne peut s'effectuer qu'à l'échelle mondiale. Comment? En entamant un processus visant à terme à élire dans chaque État des représentants nationaux qui constitueront un « Parlement mondial » commun à tous les hommes. Au sein de celui-ci seront ensuite choisis celles et ceux qui seront appelés à exercer la gouvernance politique effective de notre planète. Certes, une telle vision des choses ne peut qu'apparaître utopique — voire idéaliste — dans les conditions qui sont les nôtres aujourd'hui. Mais si l'on y réfléchit bien, elle s'inscrit cependant dans le devenir logique de l'humanité, toute mondialisation économique devant impérativement s'accompagner tôt ou tard d'une mondialisation politique sous peine de sombrer dans le chaos généralisé.

Gouvernance politique mondiale, donc. Ce qui suppose un lieu permanent où accueillir ses organes de fonctionnement, lequel exercera en outre une fonction de repère symbolique apte à unifier les États autour d'un centre géographique transcendant les égoïsmes particuliers. D'aucuns s'empresseront ici de rappeler qu'une grande cité exerce déjà à titre officieux le rôle de « capitale du monde », à savoir New York. La « ville qui ne dort jamais » abrite certes le siège de l'ONU, et l'on y parle, dit-on, toutes les langues. Toutefois, outre le fait que l'organisation onusienne constitue davantage un « club d'États » qu'une entité politique indépendante de ceux-ci et dont les décisions s'appliqueraient à chacun de leurs citoyens, le choix de « Big Apple » comme siège des organes d'une gouvernance mondiale authentique apparaît cependant plus que problématique.

New York, c'est en effet l'Amérique dans ce qu'elle a de meilleur, mais aussi de pire. Première puissance mondiale depuis des lustres, la patrie de Benjamin Franklin et d'Abraham Lincoln semble avoir perdu depuis longtemps la sympathie que lui avait valu en son temps la noblesse de ses idéaux fondateurs. Aujourd'hui assimilés au capitalisme effréné, au culte du « dieu » dollar et à la domination politico-économique exercée sur la planète entière, les États-Unis seraient pour le moins mal placés pour accueillir sur son sol des instances politiques visant à réhumaniser le monde. D'autant plus que c'est précisément à New York que se trouve la bourse de Wall Street, épice de la finance mondiale, et ce à quelques encablures à peine de ce lieu de pacification par excellence que représente l'enceinte des Nations unies. Étrange oxymoron géographique que cette coexistence dans une même cité de deux institutions incarnant, l'une la soif de profit et l'individualisme forcené, et l'autre la fraternité des peuples, le souci du développement authentique, et la valorisation de la culture sous ses multiples aspects!

Sur ce plan, Bruxelles par contre possède un certain nombre d'atouts dont ne pourra jamais se prévaloir la métropole américaine. Située au point de convergence de l'Europe latine et de l'Europe germanique, notre capitale peut faire état d'une longue tradition de cohabitation pacifique de deux peuples appartenant à des sphères ethno-culturelles distinctes — et ainsi servir de modèle de résolution non violente des conflits pour le monde entier. En effet, ville cosmopolite et elle aussi multilingue, Bruxelles applique depuis longtemps au quotidien la règle bien connue du « compromis à la belge ». Mais surtout, le continent sur lequel elle exerce ses prérogatives de capitale n'est pas n'importe lequel : c'est en Europe en effet que sont nés historiquement la démocratie, les droits de l'homme et la séparation des pouvoirs. C'est en Europe que les Romains ont les premiers conceptualisé la double notion d'État et de Loi, garants tous deux de la primauté de l'intérêt général sur les égoïsmes particuliers. C'est en Europe que, tant dans l'Antiquité que lors de la Renaissance, l'art et la culture ont brillé de leur éclat le plus vif, aidés en cela par des mécènes qui entendaient conférer à l'argent une autre finalité que son propre accroissement à l'infini.

Certes, la notion de « civilisation » est par nature universelle, et tous les pays ont contribué à façonner ce supplément d'être qui tend à nous éloigner toujours davantage de l'animalité pour nous réaliser pleinement dans notre spécificité humaine. Il n'empêche, quel extraordinaire éclat symbolique revêtirait la désignation, comme capitale de l'humanité, de la ville qui préside actuellement aux destinées de ce « continent de l'humanisme » qu'est par excellence le Vieux Monde ! Évidemment, on entend déjà les ricanements de ceux qui, adeptes du dérégulationnisme et du consumérisme à l'anglo-saxonne, ne jurent que par les mégalofoles à vocation purement économique-financière. Et pourtant... Si une telle décision n'augurerait bien sûr pas nécessairement d'un avenir où tous les problèmes du monde seraient réglés, gageons cependant qu'elle serait grandement porteuse de sens de par la direction à suivre qu'elle contribuerait à indiquer. N'est-ce pas, sans doute, ce qu'espéraient, dans leur folle utopie, les promoteurs de « Brüssel » ? ■